

Lorsque ces Messieurs arrivèrent au pouvoir en 1878, les dépenses n'atteignaient pas tout à fait vingt-trois millions et demi de piastres; lorsqu'ils se retirèrent, elles s'élevaient à près de seize millions de piastres de plus. Je signale là un fait. Je pourrais, si le temps me le permettait, l'établir d'une manière aussi évidente qu'une proposition géométrique, et je dis à ces honorables Messieurs que cela équivaut à une augmentation annuelle de près d'un million de piastres pendant toute la période où ils eurent la responsabilité de gouverner ce pays.

Voyons quelles sont les dépenses mentionnées par l'honorable sénateur comme étant, suivant lui, tout à fait semblables à celles qui sont encourues à l'heure qu'il est. L'honorable sénateur a-t-il fait une pareille comparaison? Une nouvelle province a-t-elle été admise dans la Confédération après 1878?

Nous savons pourquoi les dépenses gouvernementales s'élevèrent de 1867 à 1878, lorsque la Colombie britannique fut admise dans l'Union, lorsque l'Île du Prince-Edouard entra dans la Confédération, lorsque les arrangements financiers de l'Union furent réexaminés; toutes ces choses accrurent les frais administratifs; puis, il y eut la construction du chemin de fer Intercolonial et le service des intérêts sur l'accroissement de la dette que ces travaux firent encourir. On peut en dire autant en ce qui regarde les canaux.

Nous n'avons eu, à venir jusqu'à cette année, aucune dépense additionnelle à raison d'un agrandissement pratique de la Confédération.

La région du Yukon donne lieu à une dépense de \$600,000 pour l'année prochaine. S'est-il jamais présenté une semblable nécessité pendant les années de l'Administration de l'honorable sénateur? Mon honorable ami sait qu'il n'y en a pas.

Il parle du développement des Territoires du Nord-Ouest, mais comment cela fut-il effectué? Par des emprunts, par des dépenses imputables au compte du capital, et le seul accroissement des charges publiques attribuables à cette cause provenait des sommes requises pour servir l'intérêt sur ces dépenses. Voilà tout. Et cependant j'ai démontré à l'honorable sénateur que l'augmentation de la dépense s'est élevée à près de \$1,000,000 par année.

Puis, l'honorable sénateur a parlé des déboursés importants encourus pour di-

verses autres fins. Prenez, par exemple, le chemin de fer Intercolonial, pour lequel il est nécessaire d'affecter \$600,000, et \$250,000 pour le matériel roulant. Pour le prolongement de la voie offrant de nouvelles facilités au port de Saint-Jean, \$75,000, à Halifax, \$75,000 et ainsi de suite. Nous constatons que la dépense totale attribuable spécialement à cette année s'élève à \$2,240,000. Rien de tel ne s'est présenté au cours de n'importe laquelle des années où l'honorable sénateur était au pouvoir.

L'honorable M. DEVER: Il en aurait été ainsi s'il avait été libre de faire comme il l'entendait. Il était question de percer un tunnel sous le détroit de Northumberland, et s'il avait été libre d'agir à sa guise, quo serait-il arrivé?

L'honorable M. MILLS: L'honorable sénateur a créé une dette très considérable pour des armes et des munitions. Le Gouvernement qui lui a succédé n'a pas répudié cette dette. Il a fallu y pourvoir. L'honorable sénateur n'a pas fait honneur à cette créance, et aujourd'hui il dit que nous avons un budget de dépenses plus élevé que celui voté sous l'Administration de ces messieurs.

Puis, permettez-moi de citer le cas du bateau à vapeur dont mon honorable ami a parlé, que l'on va acheter au prix de \$180,000 pour maintenir des communications avec l'Île du Prince-Edouard. L'honorable sénateur ne dit pas que c'est là une dépense inutile. Il ne dira pas qu'elle est extravagante.

L'honorable M. DEVER: Il préférerait avoir le tunnel.

L'honorable M. MILLS: Permettez-moi d'ajouter ceci: L'honorable sénateur prit bien soin de ne pas faire des dépenses dans les circonscriptions électorales qui n'étaient pas représentées par ses amis. Qu'il me soit permis de citer un seul exemple. Dans le comté de Bothwell, la rivière Sydenham fut bloquée au point de n'être presque pas navigable pendant plusieurs années. Je signalai la chose à l'attention du Gouvernement. Pendant trois années successives le Gouvernement promit solennellement que ces obstructions seraient enlevées et que la navigation serait améliorée, mais rien ne fut fait. Aussi y a-t-il